

**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
RELATIF A LA GESTION DE L'ACTIVITE DE BOUTIQUE-BILLETTERIE DU
MUSEE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHE**

Numéro : 2025-CON-20

**Règlement de consultation
(R.C)**

* * *

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :
LUNDI 15/09/2025 A 12 HEURES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 ^{ER} - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 <u>Nature du contrat</u>	5
2.2 <u>Objet du contrat de concession</u>	5
2.3 <u>Allotissement :</u>	5
2.4 <u>Valeur prévisionnelle globale de la concession</u>	6
2.5 <u>Durée de la concession et prise d'effet du contrat de concession</u>	6
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1 <u>Procédure</u>	6
3.2 <u>Code CPV</u>	6
3.3 <u>Variantes</u>	6
3.4 <u>Tranches</u>	6
3.5 <u>Délai de validité des offres</u>	7
3.6 <u>Négociations</u>	7
3.6 <u>Visite obligatoire des lieux</u>	7
ARTICLE 4 – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	8
ARTICLE 5 - DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
4.1 <u>Contenu du dossier de consultation</u>	8
4.2 <u>Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE)</u>	9
4.3 <u>Questions administratives et techniques</u>	9
4.4 <u>Modification de détail au dossier de consultation</u>	10
ARTICLE 5 - CONTENU DES PLIS	10
5.1. <u>Pièces relatives à la candidature</u>	10
5.2. <u>Pièces relatives à l'offre</u>	11
ARTICLE 6 - APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
6.1 <u>Appréciation des candidatures</u>	13
6.2 <u>Appréciation des offres</u>	14
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15
ARTICLE 8 - ABANDON DE PROCEDURE.....	16
ARTICLE 9 - INDEMINISATION	16
ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 11 - SECRET DES AFFAIRES ET CONFIDENTIALITE :	16
ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	17

ARTICLE 13 - VOIE DE RECOURS	17
14.1 <u>Instance chargée des procédures de recours</u>	17
14.2 <u>Organe chargé des procédures de médiation</u>	17
14.3 <u>Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours</u>	17

ARTICLE 1^{ER} - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

- **Identification du Concédant**

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « le Concédant ».

- **Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvre et Mobilier National et du Musée national Adrien Dubouché**

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

Le Musée national Adrien Dubouché est situé à Limoges, au cœur de la principale région porcelainière de France. Dans un écrin entièrement rénové, il présente la collection de porcelaine de Limoges la plus riche au monde. Il compte également des œuvres représentatives des grandes étapes de l'histoire de la céramique. Le parcours propose ainsi un voyage dans le temps qui commence dans l'Antiquité, traverse continents et civilisations pour conduire le visiteur aux créations les plus récentes. Un espace dédié aux techniques de fabrication permet à tous d'apprécier la virtuosité des chefs-d'œuvre exposés.

Le Musée national Adrien Dubouché et ses collections prestigieuses contribuent ainsi au rayonnement international des arts de la céramique et à une valorisation des savoir-faire d'exception qui ont fait et continue de faire la renommée de la ville de Limoges. Depuis 2023, le musée est distingué par trois étoiles au Guide Vert Culture & Voyages. Ces trois étoiles désignent un site incontournable qui « vaut le détour » et offre aux visiteurs une expérience inoubliable. Le Musée est ainsi devenu le vingtième musée à obtenir cette distinction et le premier en Nouvelle-Aquitaine.

Le Musée programme une grande exposition temporaire, d'envergure nationale et internationale, tous les deux ans et des animations culturelles et artistiques tout au long de l'année, destinées à tous les publics. Ces événements sont assortis de visites conférences et d'ateliers.

Le Musée national Adrien Dubouché participe également aux événements nationaux comme les Journées européennes du Patrimoine ou la Nuit des Musées, mais aussi aux événements locaux et régionaux comme Toques et Porcelaine ou le Festival étudiants.

- **Précision terminologique**

Il est entendu par « Concessionnaire » l'entreprise attributaire de la présente concession, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Nature du contrat

Le présent contrat est un contrat de concession de service public, passé conformément aux articles L.1121-3, L.3100-1 et suivants, et R.3111-1 et suivants du code de la commande publique.

2.2 Objet du contrat de concession

La présente consultation a pour objet de fixer les termes et conditions dans lesquels le Concédant confie par l'octroi d'une concession de service public à titre exclusif au Concessionnaire, qui l'accepte, et s'y en engage à ses frais, risques et périls, la prise en charge sur le site du Musée national Adrien Dubouché (ci-après désigné « le Musée ») à Limoges, des obligations suivantes :

- La gestion de la billetterie et des réservations des visites guidées et ateliers à destination du public, par téléphone, sur site et en ligne, du Musée ;
- La gestion d'une caisse et d'un comptoir de vente au sein du Musée ;
- La diffusion du programme d'activité du Musée sur son site Internet et sur ses supports de communication.

Le Concessionnaire se rémunérera directement sur les produits tirés de cette exploitation.

Le Concessionnaire exploite le domaine public qui lui est concédé à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité du service public et assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrit.

Sont exclus de ce périmètre, sauf commande expresse :

- L'organisation de l'activité des mises à disposition des espaces et des visites privatives ;
- L'organisation des points de médiation dans le parcours des collections, conduits par le service des publics du Musée ;
- L'organisation des vernissages des expositions ;
- La sûreté et la sécurité du site.

2.3 Allotissement :

La présente concession n'est pas allotie car elle ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4 Valeur prévisionnelle globale de la concession

La valeur globale estimée de la concession (chiffre d'affaire hors subvention pour obligation de service public), définie en application de l'article R.3121-1 du code de la commande publique, est évaluée de 220 000 € HT à 880 000 € HT sur la durée du contrat.

Ce montant estimé du contrat est exprimé en euros HT constants et correspond au chiffre d'affaires total HT estimé du concessionnaire incluant l'ensemble des produits liés à l'exploitation de la concession au titre de l'exécution de la concession sur la durée initiale de quatre (4) ans.

2.5 Durée de la concession et prise d'effet du contrat de concession

Le contrat de concession entrera en vigueur à compter de sa date de notification. Il prendra effet le 1er janvier 2026.

La durée de la concession est fixée à quatre (4) ans fermes à compter du 1er janvier 2026.

La période comprise entre la date de notification du contrat et la date de prise d'effet de la concession correspond à une période de tuilage, pendant laquelle il appartient au Concessionnaire d'assurer toutes diligences et de prendre toutes dispositions utiles, sur le plan technique ou en termes de moyen humains, pour être parfaitement opérationnel à la date de prise d'effet de la concession et ainsi assurer la continuité du service.

Le Concessionnaire ne bénéficie d'aucune recette particulière liée au service pendant cette période.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure

La présente consultation est mise en œuvre conformément aux dispositions du code de la commande publique. Il s'agit d'une procédure de type ouverte, qui implique que le présent dossier de la consultation est mis à la disposition des candidats dès la publication des avis d'appel public à la concurrence comme le permet l'article R3123-14 et l'article R3123-15 du code de la commande publique.

3.2 Code CPV

Code CPV principal : 55900000-9 Service de vente au détail

Code CPV secondaire : 92500000-6 Services de bibliothèques, archives et autres services culturels.

3.3 Variantes

Sans objet.

3.4 Tranches

Sans objet.

3.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres.

3.6 Négociations

L'autorité concédante se réserve la possibilité de recourir à la négociation dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'article L3124-1 du code de la commande publique, l'autorité concédante se réserve la possibilité de recourir à la négociation pour attribuer le contrat de concession. A cette fin, elle organise librement la négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Les négociations ne pourront pas porter sur l'objet de la concession, sur les critères de sélection ou sur sa durée.

Elles ne pourront avoir pour effet d'apporter des modifications substantielles à l'économie générale de la concession. Sous ces réserves, les négociations pourront porter sur tout point de l'offre du candidat et sur leur impact sur les clauses du projet de conventions. Il est précisé que les négociations pourront porter sur les conditions financières de la concession.

Les négociations pourront donner lieu à des auditions. Les candidats pourront également se voir adresser des questions écrites. Les candidats seront tenus de respecter les dates d'auditions, les délais impartis pour les réponses aux questions et la remise de nouvelles offres, et, de manière générale, toute prescription qui leur sera imposée au cours des négociations.

A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre finale sous un délai qui leur sera indiqué. L'autorité concédante procédera, à l'issue des négociations, au choix du candidat retenu.

3.6 Visite obligatoire des lieux

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner doivent **obligatoirement** visiter le lieu d'exécution des prestations.

Les candidats disposeront de 1 heure 30 au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de faire la visite et le candidat. Le certificat de visite sera impérativement à joindre dans l'offre du candidat.

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée.

La personne présente à la visite doit être soit le candidat qui se présente seul, soit au moins un des membres du groupement dans le cas où les entreprises se présentent en groupement. Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées et elles sont individuelles.

Pour visiter le site les candidats prendront contact, **au plus tard 48h avant la date de visite**, auprès de : **Sylvain VEYSSIERE et Xavier LAVILLE**

Téléphone : 05 55 33 08 53

Courrier électronique :

- sylvain.veyssiere@limogesciteceramique.fr
- xavier.laville@limogesciteceramique.fr

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Absence de signe distinctif de l'identité de l'entreprise candidate, sur les véhicules, et sur les visiteurs ;
- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par l'acheteur devront suivre la procédure prévue à l'article 8 du présent règlement de consultation.

Quelle que soit la décision des candidats, ils ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que la gestion du service public comporte.

Le Certificat de visite doit impérativement être présenté lors de la visite du site et joint à l'offre du candidat.

ARTICLE 4 – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

L'offre pourra être présentée par un opérateur individuel ou un groupement.

En cas de groupement et conformément aux dispositions de l'article R. 3123-10 du code de la commande publique, aucune forme juridique n'est imposée par l'autorité concédante.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du contrat de concession de service public de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'autorité concédante.

L'autorité concédante interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures dans le cadre de la présente procédure en agissant :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5 - DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Règlement de visites ;
 - Annexe 2 : Grille tarifaire ;
 - Annexe 3 : Régime du droit d'entrée ;

- Annexe 4 : Plan des espaces concédés ;
- Annexe 5 : Liste du personnel actuellement en poste.
- Le projet de contrat de concession ;
- Le certificat de visite.

4.2 Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE)

L'autorité concédante informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats auront la possibilité de télécharger gratuitement les documents dématérialisés du DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'autorité concédante, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar),
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour tout renseignement relatif au profil d'acheteur, les guides d'utilisation peuvent être téléchargés dans la rubrique « Aide ».

Pour tout problème d'utilisation de la plate-forme (connexion, téléchargement, dépôt de plis...), le service de support peut être contacté par téléphone ou par mail aux coordonnées indiquées dans la rubrique « Aide », sous-rubrique « Assistance téléphonique » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

4.3 Questions administratives et techniques

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard le mercredi 3 septembre 2025 via PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte. Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard le mardi 9 septembre 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, notamment *nepasrépondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

4.4 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard le **mardi 9 septembre 2025** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

ARTICLE 5 - CONTENU DES PLIS

5.1. Pièces relatives à la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.
- *Capacité économique et financière* :
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet de la concession, pour les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Les attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité de concession de service public ;
- Les bilans et comptes de résultat des trois (3) derniers exercices disponibles, dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays où l'opérateur est établi ;
- Pour les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées : tout élément permettant d'évaluer leurs capacités économiques et financières et notamment les garanties financières apportées par leurs actionnaires.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

○ *Capacités techniques et professionnelles :*

- Une note décrivant les moyens techniques et humains dont le candidat ou le groupement candidat dispose pour l'exploitation de la présente concession ;
- Des références détaillées, sur les trois (3) dernières années, dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements et d'activités présentant des caractéristiques similaires à ceux objet de la concession, et toute autre référence pertinente pour apprécier les garanties et capacités techniques et professionnelles du candidat.

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le candidat apporte la preuve qu'il disposera pendant toute l'exécution du contrat des capacités et aptitudes de ces opérateurs, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs à cet effet ou toute autre preuve pouvant être considérée comme équivalente.

De façon générale, les candidats pourront présenter dans leur dossier de candidature des renseignements et pièces complémentaires, qu'ils jugeraient utiles pour démontrer leurs capacités et pour l'appréciation de leur candidature.

Les pièces produites devront être rédigées en langue française, ou accompagnées d'une traduction en français.

5.2. Pièces relatives à l'offre

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, et libellées en euros. Si les documents remis au titre de l'offre par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

L'offre, déposée sur la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) devra comporter les éléments suivants :

- Le projet de contrat de concession complété, daté, signé et revêtu du cachet commercial du candidat.
- Une description de la démarche proposée par le candidat faisant ressortir son intérêt pour le contrat (**mémoire technique**) avec les éléments suivants :

➤ **Volet n° 1 – Données administratives**

- **Une présentation générale de l'offre et de la structure signataire** : forme, objet, composition du capital le cas échéant.

En cas de société dédiée, le candidat précisera : sa forme sociale, la liste des actionnaires et leur part respective dans le capital ainsi que les garanties éventuelles des actionnaires.

- **Une note d'observation du candidat sur le projet de contrat.** La note devra exposer et expliquer les propositions de modifications ou de compléments au contrat formulé.

Important : les modifications apportées par les candidats au projet de cahier des charges ne peuvent en aucun cas avoir pour objet ou pour effet d'entraîner des modifications substantielles de la convention, de l'économie générale de la concession et du transfert des risques.

Les propositions ne devront donc porter que sur des modifications ou compléments d'ampleur limitée et justifiés soit par l'adaptation des projets de conventions à certains points de l'offre du candidat, soit par une optimisation de ces projets.

➤ **Volet n° 2 - Données d'exploitation**

- **Une présentation des modalités envisagées d'exploitation des installations** : description des services offerts aux usagers et méthodologie détaillée des conditions d'exploitation, conditions d'assistance aux usagers, gestion des obligations réglementaires liées à l'activité, stratégie en matière de sécurité et de préservation du domaine dans le respect des normes environnementales et techniques en vigueur.
- **Une présentation du dimensionnement et qualification du personnel** : les candidats présenteront un organigramme du personnel tenant compte en priorité de la reprise du personnel actuellement en poste qu'ils envisagent d'affecter à l'exploitation et détailleront les qualifications exigées, les mesures de management, la politique de formation. Les ETP devront être détaillés.
- **Une présentation des moyens techniques affectés à l'exploitation des installations** : Liste des biens et équipements de toute nature que le candidat envisage d'apporter, en complément de ceux fournis par

l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national, pour assurer l'exploitation des activités.

➤ **Volet n° 3 : Données financières sur le montant de la redevance**

- **Un compte d'exploitation prévisionnel** établi sur la durée du contrat (en euros constants, hors inflation, valeur juin 2024) et par année d'exploitation (1ère année : du 1er janvier 2026, date indicative de prise d'effet de la concession, au 31 décembre 2029 faisant apparaître :
 - **Une estimation détaillée des recettes prévisionnelles par poste sur la durée de la concession et par année d'exploitation ;**
 - **Une estimation des charges prévisionnelles** détaillée par postes sur la durée de la convention et par année d'exploitation (achats, investissements, fluides, personnel, amortissements, entretien, gros entretien-renouvellement, redevances, dotations, frais de siège, etc.)
- **Une note explicative** afin de préciser les modalités d'établissement des prévisions financières, de justifier les différents postes de charges, et tout élément complémentaire facilitant la compréhension des données chiffrées fournies.

S'agissant des tarifs appliqués aux usagers, les candidats s'engagent sur une marge brute maximale venant majorer le prix d'acquisition des produits, hors remise, pour établir un tarif de vente maximale.

Le candidat précisera le montant de cette marge maximale dans la note explicative susvisée ainsi que, le cas échéant, les conditions de sa révision (modalités et périodicité).

- **Le certificat de visite**, dûment complété.

ARTICLE 6 - APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Appréciation des candidatures

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national s'assurera, dans un premier temps, de la complétude des documents et renseignements exigés dans le présent règlement de la consultation au titre de la candidature. Il pourra être fait application, le cas échéant de l'article R3123-20 du code de la commande publique.

Il sera procédé ensuite à la vérification des interdictions de soumissionner prévues par les articles L3114-1, L3123-13 et L3123-7 à L3123-11 du code de la commande publique puis à la vérification des conditions de participation relatives aux capacités et aux aptitudes des candidats nécessaires à la bonne exécution du contrat de concession au vu des renseignements et documents mentionnés à l'article 5.1 du présent règlement de consultation.

Seules les offres des candidats qui auront été admis à poursuivre la procédure conformément aux vérifications prévues aux alinéas précédents seront ouvertes.

Le choix du concessionnaire ainsi que la convention seront approuvés par le conseil d'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

6.2 Appréciation des offres

Les offres inappropriées ou qui ne respectent pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation seront éliminées conformément à l'article L2152-4 du code de la commande publique.

En application des articles R3124-4 et R3124-5 du code de la commande publique, les offres seront examinées, et le choix final du concessionnaire sera effectué, en tenant compte des critères hiérarchisés suivants, présentés par ordre d'importance :

CRITERES ET SOUS-CRITERES	Note sur 100 points
CRITERE 1 : Offre commerciale	40
Sous-critère 1.1 : Attractivité et qualité de l'offre pour faire de la boutique un lieu de destination	20
Sous-critère 1.2 : Performance du système de réservation et billetterie	10
Sous-critère 1.3 : Qualité des propositions mises en œuvre pour la réalisation des activités du comptoir de vente	10
CRITERE 2 : Proposition financière	40
Sous-critère 2.1 : Solidité des hypothèses du plan d'exploitation prévisionnel sur la durée du Contrat	10
Sous-critère 2.2 : Analyse de la grille tarifaire et des gratuités	15
Sous-critère 2.3 : Attractivité de la redevance proposé	15
CRITERE 3 : Exécution de la concession	20
Sous-critère 3.1 : Qualité et pertinence du programme d'entretien, maintenance et renouvellement, et du programme de travaux de mise aux normes.	10
Sous-critère 3.2 : Moyens mis en œuvre pour s'assurer de la bonne exécution du contrat de concession	5
Sous-critère 3.3 : Qualité du service rendu aux usagers	5

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions de remise des plis, contenant la candidature et la ou les offres, qui suivent s'imposent aux candidats.

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

ARTICLE 8 - ABANDON DE PROCEDURE

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national se réserve la possibilité de déclarer la présente consultation sans suite à tout moment, pour motif d'intérêt général, ou pour motif d'infructuosité.

Les candidats évincés seront informés du résultat de la consultation dans les conditions prévues à l'article R3125-1, R3125-2, R3125-4 et R3126-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - INDEMINISATION

Aucune indemnité ou droit de remboursement de frais ne sera alloué aux candidats au titre des études et projets présentés au cours de la présente consultation.

ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du présent contrat de concession, en cas de traitement de données à caractère personnel, le Concessionnaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le Concessionnaire apporte au Concédant, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

ARTICLE 11 - SECRET DES AFFAIRES ET CONFIDENTIALITE :

Le Concessionnaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du présent contrat de concession, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Concédant, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Concessionnaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Le Concédant peut demander, à tout moment, au Concessionnaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Concessionnaire peut entraîner la résiliation du contrat de concession aux torts du Concessionnaire.

ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent contrat n'emporte aucune concession au profit du Concessionnaire des droits de propriété intellectuelle portant sur les visites du site du Musée national Adrien Dubouché, les marques, sigles et/ou logos, ni de ceux de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Le Concessionnaire dispose dans le cadre de son activité d'un droit d'usage du nom, du signe et des outils de communication du Musée national Adrien Dubouché.

ARTICLE 13 - VOIE DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

14.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Téléphone 01.44.59.44.00
Fax 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

14.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris :

5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

14.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS (France)

Téléphone 01.44.59.44.00

Fax 01.44.59.46.46

Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

***** Fin du document *****